

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Tisser-les-luttes-Frederic-Lordon>

Tisser les luttes - Frédéric Lordon

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : lundi 9 avril 2018

Description :

Tisser les luttes - Frédéric Lordon

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Donc le 5 mai. Mais quoi le 5 mai ? Et pourquoi si loin ?

La fragmentation des dates, des cortèges et des revendications sectorielles est un fléau. Si ces luttes n'aperçoivent pas qu'elles se fondent toutes dans une cause commune, et que leur réel objectif c'est cette cause commune, elles seront toutes défaites. Or c'est l'évidence : si la chose est plus abstraite qu'une grille ou un statut, c'est quand même bien d'une unique matrice que vient le poison qui dévaste *tous* les secteurs du travail. Appelons-la néolibéralisme pour faire simple. Nous savons en quoi il consiste : en la soumission de toute activité humaine à la rationalité managériale sous contrainte de concurrence généralisée. C'est-à-dire à la déshumanisation de tout. Le spectacle du forçage n'est jamais si frappant que lorsqu'il se donne dans le secteur public, converti au knout à des logiques qui lui étaient radicalement étrangères. Pierre Bourdieu n'exagèrait rien quand il parlait d'enjeux civilisationnels en 1995 [1]. Lorsque la manière, l'état d'esprit, la forme des relations, en quoi consiste le service du public est remplacé par la subordination aux seules logiques du nombre, c'est bien en effet d'une destruction civilisationnelle qu'il s'agit.

La matrice du désastre

On n'en trouve sans doute pas d'illustration plus grotesque ni plus misérable que la proposition par La Poste d'un service « *Veiller sur ses parents* », offre très finement segmentée et tarifée en fonction de prestations dûment calibrées, et dont on voit immédiatement à quoi elle conduit : ce que le postier faisait de lui-même, porteur conscient d'un rôle social, ne comptant pas son temps, devient un enfer de standardisation d'où toute présence humaine est vouée à s'absenter. Comme toujours, le déchirement passera au travers des individus, encore remplis de leur manière ancienne et qui ne renonceront pas comme ça aux exigences élémentaires du contact humain, mais désormais asservis à la grille des temps, l'objectif du nombre de vieux et du bénéfice par vieux à tenir.

Voilà comment, en effet, on détruit un monde. Il n'est pas un hasard que l'homme qui préside à ce désastre soit Philippe Wahl, ex-membre du cabinet de Michel Rocard, le premier ministre chéri de la gauche de droite, célébré par toute la classe nuisible énamourée, médias de marché en tête, comme l'homme de la modernité, quand sa responsabilité historique réelle aura été d'ouvrir tout le secteur public à la destruction néo-managériale. Les infirmières et les médecins à bout, les soignants et soignantes des Ehpad au désespoir, l'université ravagée, les suicides à Orange, à La Poste, immanquablement à la SNCF, voilà l'héritage historique réel de Michel Rocard.

La dette aura été le levier de cette conversion forcée, elle-même précédée par une stratégie particulièrement vicieuse de paupérisation délibérée du service public [2]. *Starving the beast* annonçaient déjà les néolibéraux américains dans les années 70. Et rien de plus simple ! Il suffit de baisser massivement les impôts pour, comptant avec l'inertie relative des dépenses, ouvrir immédiatement des déficits. Et dégager le terrain pour le tapis de bombes idéologique - l'impossibilité de vivre au-dessus de ses moyens, l'État en faillite, la dette à nos enfants. Alors commence l'ajustement du côté des dépenses. Et la paupérisation est en marche. La dégradation du service n'est plus qu'un appel clignotant à la privatisation. Quant à certaines entités para-publiques, elles n'ont plus le choix pour survivre que de s'endetter. Toute la logique du travail s'en trouve réorganisée autour de la seule contrainte financière. Comme l'a rappelé Bernard Friot à Tolbiac le 3 avril en évoquant l'hôpital, les soignants des années 1970 qui étaient au bonheur de soigner pour soigner, connaissent désormais le malheur d'avoir à soigner pour *rembourser*.

Voilà comment après avoir intensifié l'asservissement actionnarial dans le privé, on soumet le public lui aussi à l'empire du nombre. Voilà la matrice où les Carrefour, les Ehpad, les hospitaliers, les postiers, les cheminots bientôt,

et tant d'autres, trouvent leurs malheurs. Bourdieu, parlant de la misère du monde, enregistrait les effets, ici se tient leur foyer.

Il arrive parfois qu'un ensemble impersonnel de structures se trouve son incarnation parfaite. Rarement l'histoire nous aura fait la faveur d'une personnification aussi criante de vérité : un banquier d'affaire, porté au pouvoir [par toutes les forces de l'argent](#), presse de l'argent en tête. Il est la zombification managériale du monde en personne, incapable de comprendre une situation humaine hors des abstractions du nombre. Toute confrontation avec un individu réel, autre qu'un entrepreneur du numérique, est vouée au désastre communicationnel. Le « dialogue » entre Macron et une infirmière du CHU de Rouen, si l'on peut appeler « dialogue » le fracassement d'une parole vivante contre le mur de l'autisme comptable, pourrait rester comme le résumé parfait d'une époque, la terrible confirmation du propos de Friot : l'une dénonce le manque des moyens pour que puissent travailler convenablement « des gens qui ici se donnent un mal de chien », l'autre répond par le ratio du déficit public et de la dette par rapport au PIB - non sans invoquer, comme de juste, « nos enfants ». Une caméra saisit la mine de commisération qui se peint sur le visage de la ministre Buzyn découvrant que les infirmières n'entendent rien à la macroéconomie de la dette publique, et en trois secondes d'un plan volé tout est dit.

Un nombre contre un autre

Notre vie est livrée à ces gens-là. Les arrêter de mettre méthodiquement toute la société à sac : tel est le sens du combat d'aujourd'hui. C'est peu dire qu'il excède celui des cheminots, ou des agents de la fonction publique, ou de n'importe quelle autre catégorie, même s'il *les comprend tous*. C'est pourquoi les luttes fragmentées, fixées sur leurs revendications propres, occupées seulement à « se compter », défilant en itinéraires différents (comme le 22 mars à Paris), arcboutées sur la grève de semaine comme *l'unique* moyen (qu'elle soit *l'un des* moyens, qui le nierait ?), portent la certitude de l'erreur stratégique, par méconnaissance des enjeux réels, et celle de la défaite. Car, comme souvent dans l'histoire, la victoire passe par le *nombre*. Un nombre contre un autre en quelque sorte ! Le nombre politique contre le nombre managérial (*lire* « [Ordonnances SNCF : l'occasion](#) »).

Et voilà le sens du pari du 5 mai : réaliser le nombre politique. Le nombre frappe les esprits. Une manifestation nationale, de masse, n'est pas juste « une manif de plus ». C'est une démonstration de force. C'est pourquoi elle est un objectif en soi - même si elle n'est en fait qu'un objectif intermédiaire. Pour réaliser le nombre, dans la rue, il faut un week-end. Beaucoup, entendant l'initiative du 5 mai, se sont inquiétés qu'elle ne vienne que beaucoup trop loin. S'ils savaient comme nous le pensons aussi. Mais, posé l'objectif de la manifestation de masse, qui fait tout le sens de cette initiative, il suffit de prendre un agenda et de constater. 21 avril : trop tôt pour la logistique d'un tel événement. 28 avril : jour de grève des cheminots, pas de trains pour acheminer vers Paris. L'un et l'autre (21 et 28) au surplus en pleine vacances de printemps parisiennes. Première date réaliste : le 5 mai.

Mais alors pourquoi pas le 1er mai ? Parce que ce sont les confédérations qui organisent les 1er mai et qu'elles les organisent locaux. Le nombre, lui, appelle la concentration. De viser après le 1er mai expose alors à la critique d'être à la remorque du calendrier de la CGT. D'autres sont aussi catégoriques : c'est bien de remorque qu'il s'agit, mais celle de la FI. Pour désamorcer les traqueurs de récupération, le mieux sera peut-être de leur dire que l'idée même est conçue pour être récupérée. Mais récupérée par tous, ce qui signifie par personne. Toutes les organisations, politiques, syndicales, associatives, sont invitées à se l'approprier - pourvu qu'elles soient capables du discernement minimal et d'accepter de se fondre dans un ensemble plus vaste qu'elles.

En tout cas, pour la constitution du nombre, le 5 mai est la première date, et c'est vrai qu'elle est loin. Nous n'avons le choix que de faire avec cette tension. Mais nous avons aussi le devoir de ne pas simplement en prendre notre parti. Il ne se passera rien le 5 mai s'il ne se passe rien entre temps, et d'abord pour soutenir les cheminots qui sont le fer de lance particulier de cette lutte générale, et ont besoin de tout et de tous pour tenir. La proposition lancée à la

bourse du travail insiste sur la date du 19 avril, dont il ne faut pas simplement faire un défilé mais, après avoir marché, une occasion de rassemblement dans ou près des gares, pour que s'y retrouvent, se parlent, s'organisent, des gens ordinairement séparés : cheminots « chez eux », étudiants, salariés de toutes sortes. Mais tous les événements intermédiaires, quelle que soit leur forme, seront bons à prendre. Tous construiront une dynamique dont le 5 mai pourrait être une culmination - et un élan pour le coup d'après.

Le nombre et le tissage

Dans les événements intermédiaires, il y a d'ailleurs des occasions à créer pour combler toutes les lacunes de la proposition telle qu'elle a été lancée le 4 avril. Beaucoup de personnes, en effet, ont fait remarquer de criantes absences : pas un mot de la ZAD, ni des chômeurs, ni des paysans, ni des quartiers, les éternels délaissés des mouvements sociaux. Elles ont raison (même si, à décharge, ce ne serait peut-être pas trop demander que de solliciter un peu d'indulgence, et plaider la précipitation). Mais le fait demeure - où l'on retrouve, entre parenthèses, la vertu des réseaux d'interaction, qui viennent palier les manques des groupes d'initiatives. Et pourraient d'ailleurs offrir une forme, susceptible de répondre aux insuffisances mêmes qu'ils ont soulevées. Car la *convergence* des luttes n'est pas le seul modèle offert à leur composition. Les luttes, ça se *tisse* également. Si la convergence, au sens étroit, fait à un moment dans la rue la masse, le nombre, dont nous avons impérativement besoin dans la confrontation globale, une foule d'autres rapports sont à envisager.

Et notamment ceux qui visent à *connecter* - connecter des luttes que leur distance dans l'espace physique comme dans l'espace social, rend mutuellement ignorantes les unes des autres. Une connexion, ça n'est parfois qu'un mot. Quand en 2016 les ouvriers des raffineries déclarent que « s'il y a encore des jeunes blessés dans les manifs à Paris, on bloque », c'est une connexion - bien plus en fait : une merveille politique et sociale. Qui ne voit la force symbolique que revêtiraient des cheminots décidant de faire rouler les trains sur Nantes pour acheminer tous ceux qui ne sont pas décidés à regarder l'évacuation de la ZAD sans rien faire ? Et comment ne pas penser qu'il y a cent connexions de cette sorte à établir ? - l'une d'entre elles, déjà trouvée, consistant, en ces [caisses de grève](#), dont le succès, d'ailleurs, est un signe [3].

Mais dans son genre également, l'extension de la répression policière-judiciaire ne crée-t-elle pas un intérêt commun à se retrouver, et notamment de faire la connexion avec la jeunesse des banlieues qui l'aura expérimentée de plus longue date et à plus haute intensité que tout le monde ? De l'abattage ordinaire dans les quartiers jusqu'à Tarnac en passant par le quai de Valmy, les Goodyear et les PSA, le fil de principe est absolument continu. Il n'y a que dans les têtes qu'il n'existe pas encore assez. Tous ces gens ont des histoires de garde-à-vue, de détention, de tribunal à se raconter - comme a commencé à le montrer la journée « Farce doit rester à la justice », ils découvriront que ce sont les mêmes histoires, et qu'à force d'être à ce point les mêmes, ça crée des liens.

Y a-t-il secteur de la société française plus concerné que les banlieues par la démolition de l'État social, le retrait de tous les services publics ou leur état d'abandon ? Et cette déshérence générale n'a-t-elle pas également de quoi parler aux populations rurales laissées à leur extinction par désertification. Que faudrait-il organiser pour que s'opèrent ces rencontres improbables, que tout justifie pourtant en principe, entre des associations de quartier de La Courneuve et des maires de petites communes - mais quelle image choc ! Et combien d'autres images aussi frappantes ne sont-elles pas en attente d'être produites ? Dont la réunion produirait un fameux tableau d'ensemble. Et une singulière vision du pouvoir : un groupuscule de forcenés, retranchés derrière des ratios et des cars de CRS.

Mais il n'y aura pas de tableau d'ensemble sans une lecture d'ensemble de la situation. On peut même dire sans le moindre paradoxe que toutes les causes particulières doivent rejoindre la cause générale, et peut-être s'y oublier en partie, pour trouver leur plus puissante expression. Que, pour le coup, si le travail des intellectuels a un sens, ce ne peut être que de contribuer (eux aussi), avec les moyens qui leur sont propres, à la dégager. Mais quels bénéfices !

Car la cause générale, pour peu qu'elle devienne bien visible, appelle d'elle-même et le tissage et le rassemblement général. Et les AG du 19 avril et la manifestation du 5 mai. Et la nappe des connexions et le nombre concentré. La première préparant le second, et annonçant tout ce qui pourra suivre de la cause commune et de sa force constituée.

Frédéric Lordon* pour [La pompe à phynance-<https://blog.monediplo.net/-La-pompe-a-phynance->]

La pompe à phynance-<https://blog.monediplo.net/2018-04-08-Tisser-les-luttes>]

* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « **Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières** », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « **La politique du capital** », Odile Jacob, 2002. « **Imperium** » **Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.

[1] Lire Pierre Bourdieu, « [Pour un savoir engagé](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2002.

[2] Voir « [Dette : le chantage](#) », le chapitre IX du [Manuel d'économie critique](#) du *Monde diplomatique*, sorti en 2016.

[3] Voir aussi la cagnotte ouverte par la [CGT Info Com'](#) et celle de [Sud Rail](#).